

**Conseil et Audit HDM**  
*Membre de BDO International*

29, rue Gabriel de Kervéguen  
BP 40153  
97492 SAINTE CLOTILDE CEDEX

**EurAAudit C.R.C.**  
*Cabinet Rousseau Consultants*

Immeuble « Le CAT SUD »  
Bâtiment B  
68, cours Albert Thomas  
69008 LYON

# **SAPMER**

**Société Anonyme**

**Au Capital de 2 798 878 Euros**

-----

**SIEGE SOCIAL :**

Darse de Pêche – Magasin 10 – B.P. 2012  
97823 LE PORT

-----

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

**Assemblée générale d’approbation des comptes  
de l’exercice clos le 31 décembre 2014**

-----

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2014**

-----

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- Le contrôle des comptes consolidés de la société **SAPMER S.A.**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- La vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**1. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **2. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes ont été réalisées dans un environnement économique et financier difficile qui persiste, rendant particulièrement complexe le choix des hypothèses économiques sous-jacentes à l'arrêté des comptes. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations et que nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 1.5 de l'annexe expose les modalités de consolidation des sociétés servant de véhicule au financement des trois premiers thoniers senners. Nous avons examiné le caractère approprié de la méthode comptable retenue.
- Le groupe a souscrit des contrats de swaps de taux d'intérêt sur une partie de ses emprunts bancaires, qui ont été valorisés à la clôture à leur juste valeur (note 1.16 de l'annexe) ; sur la base des études réalisées, nous avons vérifié le traitement comptable de ces contrats.
- L'annexe en note 3.9 mentionne le classement d'une dette à long terme de 11,2 M€ en « Passifs financiers courants » en raison d'un défaut de respect des covenants stipulés au contrat d'emprunt : nous avons analysé et validé la position retenue par le Groupe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **3. VERIFICATION SPECIFIQUE**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Sainte-Clotilde et à Lyon, le 27 avril 2015

### Les Commissaires aux Comptes

**Conseil et Audit HDM**  
*Membre de BDO International*

  
Jocelyne ATIVE,  
Associée.

**EurAAudit C.R.C.**  
*Cabinet Rousseau Consultants*

  
Jean-Marc ROUSSEAU,  
Associé.

**GROUPE SAPMER  
COMPTES CONSOLIDÉS  
AU 31 DECEMBRE 2014**



COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



## SOMMAIRE

<i>ETAT DU RESULTAT GLOBAL</i>	3
<i>ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE</i>	4
<i>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES</i>	5
<i>TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES</i>	6
<i>NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES</i>	7
1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION ET DE CONVERSION	7
2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	12
3. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU TABLEAU DES FLUX	15
4. AUTRES INFORMATIONS	20
5. PERIMETRE DE CONSOLIATION	21

COMPTES CONSOLIDES JOINTS AU RAPPORT  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**ETAT DU RESULTAT GLOBAL**

1er janvier 2014 au 31 décembre 2014

En milliers d'€	Note	2014	2013
<b>Chiffre d'affaires</b>	2,1	<b>87 636</b>	<b>91 560</b>
Production stockée		-692	1 521
Autres produits de l'activité		322	1 226
<b>Production</b>		<b>87 267</b>	<b>94 307</b>
Achats consommés		-33 203	-28 764
Autres achats et charges externes	2,2	-22 195	-18 491
Charges de personnel (y.c. participation des salariés)	2,3	-23 328	-23 248
Impôts et taxes		-4 827	-4 589
Autres produits et charges d'exploitation		-2 319	-1 572
<b>EBITDA<sup>1</sup></b>		<b>1 394</b>	<b>17 643</b>
Dotations aux amortissements		-7 046	-6 713
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>-5 652</b>	<b>10 930</b>
Coût de l'endettement financier net		-5 258	-5 579
Autres produits et charges financiers		371	421
<b>Résultat financier</b>	2,4	<b>-4 888</b>	<b>-5 158</b>
Résultat net des activités abandonnées		0	54
<b>Résultat avant impôts sur les bénéfices</b>		<b>-10 540</b>	<b>5 826</b>
Impôts sur les résultats	2,5	-1 348	-1 713
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>-11 887</b>	<b>4 113</b>
<b>Revenant :</b>			
Aux actionnaires de la société mère		-11 887	4 113
Aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Résultat par action	4,2	-3,40	1,19
Résultat dilué par action	4,2	-3,38	1,17
Nombre moyen d'actions ordinaires	4,2	3 498 598	3 474 098
Nombre dilué moyen d'actions ordinaires	4,2	3 516 698	3 516 698
<b>ETAT DU RESULTAT GLOBAL</b>			
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>-11 887</b>	<b>4 113</b>
Ecart de conversion		0	-39
Instruments financiers		1 584	1 935
Effet d'impôt sur les autres éléments du résultat global		0	0
<b>Autres éléments du résultat global de la période après impôts</b>		<b>1 584</b>	<b>1 896</b>
<b>Résultat global total de la période</b>		<b>-10 303</b>	<b>6 009</b>
<b>Revenant :</b>			
Aux actionnaires de la société mère		-10 303	6 009
Aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0

Les notes 1 à 5 font partie intégrante des états financiers consolidés.

<sup>1</sup> EBITDA : résultat opérationnel avant dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs.



**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

En milliers d'€	Note	2014	2013
Immobilisations corporelles	3,1	126 203	131 550
Goodwills		0	0
Immobilisations incorporelles	3,2	2 029	2 265
Participations dans des entreprises associées		0	0
Actifs financiers, créances clients et autres créances	3,6	4 503	4 194
Impôts différés	3,12	0	0
Instruments financiers dérivés		48	115
<b>Total actif non courant</b>		<b>132 783</b>	<b>138 124</b>
Stocks	3,3	15 049	16 051
Créances clients et comptes rattachés	3,4	17 583	15 482
Autres créances	3,5	4 696	2 375
Etat - impôts sur les bénéfices à recevoir		439	1 731
Instruments financiers dérivés		0	15
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3,6	1 969	3 953
<b>Total actif courant</b>		<b>39 736</b>	<b>39 607</b>
<b>Actifs non courants détenus en vue de la vente</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total actif</b>		<b>172 519</b>	<b>177 731</b>
Capital social		2 799	2 779
Autres réserves		6 762	6 421
Ecart de conversion		0	0
Résultats non distribués		29 953	41 096
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		39 514	50 296
Participations ne donnant pas le contrôle		1	1
<b>Total capitaux propres</b>		<b>39 515</b>	<b>50 297</b>
Emprunts et dettes financières	3,7	66 649	84 503
Instruments financiers dérivés		5 449	7 788
Impôts différés	3,12	8 774	6 725
Provisions pour engagement de retraite	3,10	1 922	1 422
Provisions pour autres passifs	3,11	387	174
Autres dettes d'exploitation	3,8	0	0
<b>Total passif non courant</b>		<b>83 181</b>	<b>100 612</b>
Emprunts et dettes financières	3,7	21 149	7 376
Instruments financiers dérivés		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		14 753	13 694
Etat - impôts sur les bénéfices à payer		0	0
Autres dettes d'exploitation	3,8	13 921	5 752
<b>Total passif courant</b>		<b>49 823</b>	<b>26 822</b>
<b>Passifs directement associés à des actifs non courants détenus en vue de la vente</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total passif et capitaux propres</b>		<b>172 519</b>	<b>177 731</b>

Les notes 1 à 5 font partie intégrante des états financiers consolidés.

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES**

1er janvier 2014 au 31 décembre 2014

En milliers d'€	Note	2014	2013
<b>Résultat net avant impôt sur les bénéfices</b>		-10 540	5 826
Dotations nettes aux amortissements et provisions		7 549	7 211
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur		105	-608
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		0	0
Plus et moins values de cession		118	-651
Autres variations sans incidences sur la trésorerie		-170	96
Impôts versés		-12	-1 836
<b>Capacité d'autofinancement</b>		<b>-2 949</b>	<b>10 038</b>
Incidence de la variation BFR		7 042	-958
Coût de l'endettement financier net		5 258	5 608
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>9 351</b>	<b>14 688</b>
Acquisition immos corporelles		-1 663	-5 713
Acquisition immos incorporelles		-87	-575
Cession d'immos corp et incorp		169	26
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales / variation de périmètre		-140	-240
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>-1 721</b>	<b>-6 502</b>
Augmentation de capital		361	97
Dividendes versés		-700	-1 734
Dividendes versés aux minoritaires		0	0
Variation des autres fonds propres		0	0
Encaissements provenant d'emprunts		2 000	4 687
Remboursement d'emprunts		-6 411	-8 979
Intérêts financiers nets versés		-5 306	-5 699
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>-10 056</b>	<b>-11 627</b>
Incidences des variations de taux de change			-8
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>		<b>-2 424</b>	<b>-3 448</b>
Trésorerie à l'ouverture		3 939	7 387
<b>Trésorerie à la clôture</b>		<b>1 515</b>	<b>3 939</b>

Les notes 1 à 5 font partie intégrante des états financiers consolidés.

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES





**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS**

31 décembre 2014

En milliers d'€  Note	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère				Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
	Capital social	Autres Réserves	Ecart de conversions	Résultats non distribués		
<b>Au 1er Janvier 2013</b>	<b>2 774</b>	<b>6 607</b>	<b>-70</b>	<b>36 613</b>	<b>1</b>	<b>45 925</b>
Ecart de conversion	0	0	-36	-3	0	-39
Instruments financiers	0	0	0	1 935	0	1 935
Total des produits / charges comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	-36	1 932	0	1 896
Résultat net	0	0	0	4 113	0	4 113
Total des produits comptabilisés en 2013	0	0	-36	6 045	0	6 009
Variation de périmètres	0	-278	106	172	0	0
Effet des options de souscriptions	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital	5	92	0	0	0	97
Dividendes versés	0	0	0	-1 734	0	-1 734
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>2 779</b>	<b>6 421</b>	<b>0</b>	<b>41 096</b>	<b>1</b>	<b>50 297</b>
<b>Au 1er janvier 2014</b>	<b>2 779</b>	<b>6 421</b>	<b>0</b>	<b>41 096</b>	<b>1</b>	<b>50 297</b>
Ecart de conversion	0	0	0	0	0	0
Instruments financiers	0	0	0	1 584	0	1 584
Total des produits / charges comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	1 584	0	1 584
Résultat net	0	0	0	-11 887	0	-11 887
Total des produits comptabilisés en 2014	0	0	0	-10 303	0	-10 303
Autres variations	0	0	0	-140	0	-140
Effet des options de souscriptions	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital	20	341	0	0	0	361
Dividendes versés	0	0	0	-700	0	-700
<b>Au 31 décembre 2014</b>	<b>2 799</b>	<b>6 762</b>	<b>0</b>	<b>29 953</b>	<b>1</b>	<b>39 515</b>

Les notes 1 à 5 font partie intégrante des états financiers consolidés.

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



## NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Dans l'ensemble des états financiers et annexes, les montants sont indiqués en milliers d'Euros (k€) et les différences de  $\pm 1$  k€ sont dues aux arrondis.

Les états financiers consolidés comprennent la société SAPMER SA et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme « le Groupe ».

SAPMER est l'opérateur historique de la grande pêche dans les eaux des Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF) au départ de l'île de la Réunion. Créée en 1947, SAPMER exploite une flotte en pleine propriété de quatre palangriers congélateurs pour la pêche à la légine, un chalutier caseyeur congélateur pour la pêche à la langouste et cinq thoniers senneurs surgélateurs (surgélation à bord à  $-40^{\circ}\text{C}$ ) pour la pêche au thon (Albacore et Listao) dans l'Océan Indien.

Ces états financiers ont été arrêtés le 20 mars 2015 par le conseil d'administration.

### 1. RESUME DES PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

#### 1.1. BASE DE PREPARATION

##### Principes comptables

Les Etats Financiers Consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne. Au 31 décembre 2014, le référentiel tel qu'adopté par l'Union Européenne et utilisé par SAPMER pour l'établissement de ses états financiers ne présente pas de différence avec le référentiel publié par l'IASB. Le référentiel tel qu'adopté par l'Union Européenne est disponible sur le site internet : <http://ec.europa.eu/internalmarket/accounting/iasfr.htm#adopted-commission>.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des navires pour lesquels la valeur comptable a été remise à sa « juste valeur » au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

La préparation des états financiers en conformité avec le référentiel IFRS suppose l'utilisation de jugements et d'estimations comptables significatifs. Il suppose que la direction établit des estimations et des hypothèses concernant les procédures d'application de méthodes comptables du Groupe. Les domaines impliquant un degré plus élevé de jugement et de complexité, ou les domaines où les hypothèses et estimations sont significatives par rapport aux comptes consolidés sont décrits dans la note 1.18.

#### 1.2. EVOLUTION DES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRETATIONS

*Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire en 2014*

Les nouveaux amendements aux normes et interprétations d'application obligatoire à partir du 1er janvier 2014 n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe :

- IFRS 10, Etats financiers consolidés ;
- IFRS 11, Partenariats ;
- IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ;

- IAS 28 (norme révisée), Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ;
- IAS 27 (norme révisée), Etats financiers individuels.

#### 1.3. CONSOLIDATION

##### Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe, directement ou indirectement, contrôle plus de la moitié des droits de vote ou a le pouvoir d'exercer le contrôle sur les opérations, sont consolidées par intégration globale. Sont ainsi incluses dans le périmètre de consolidation toutes les sociétés dont la société SAPMER SA détient directement ou indirectement 20% des droits de vote au 31 décembre 2014.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles ne sont plus consolidées à partir de la date où le contrôle cesse. La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'achat de sociétés par le Groupe.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées, notamment les créances, dettes, produits et charges entre les sociétés du Groupe ainsi que les profits internes inclus dans les stocks et les plus ou moins-values réalisées sur des opérations de cession d'immobilisations entre des sociétés du Groupe.

La liste des principales sociétés du groupe figure en Note 5. La date de clôture annuelle des états financiers individuels est le 31 décembre .

#### 1.4. MODALITES DE CONSOLIDATION

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

##### Méthodes de consolidation:

La méthode utilisée est l'intégration globale Il n'y a pas de filiales sous contrôle conjoint à la clôture.

##### Méthode de conversion:

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des sociétés du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« la monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en Euros, qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société.

Les comptes des sociétés étrangères, dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'Euro, sont convertis selon les principes suivants :

- Les postes de bilan sont convertis au taux de clôture à l'exception des capitaux propres pour lesquels sont appliqués les cours historiques;
- Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice ;
- Les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres dans la rubrique « Ecart de conversion ».

Les écarts d'acquisition d'une société étrangère sont convertis au taux de clôture.

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change de la date d'opération.

Les gains ou les pertes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des créances et dettes en monnaie étrangère



aux taux en vigueur à la date de clôture, sont appréhendés dans le compte de résultat sur la ligne « résultat financier ».

Les cours utilisés sont indiqués dans le tableau ci-après :

	cours au 31/12/2014	cours moyen de l'exercice
roupie Mauricien (MUR)	38.4150	40.4847
dollar US (USD)	1.2141	1,3285

Les différences de change ayant trait à un élément monétaire qui fait en substance partie intégrante de l'investissement net d'une entreprise dans une entreprise étrangère consolidée sont inscrites dans les capitaux propres consolidés, nette d'impôt sur le résultat si applicable, jusqu'à la cession ou à la liquidation de cet investissement net.

Au 31 décembre 2014, le groupe a pour monnaie fonctionnelle l'euro ; il n'y a pas d'écart de conversion dans ses comptes.

**Ecart d'acquisition :**

Si le prix d'acquisition d'une entreprise diffère de la quote-part de capitaux propres correspondant, l'écart de première consolidation est analysé et ventilé dans les postes du bilan appropriés.

L'écart entre la valeur des titres acquis et la juste valeur de la quote-part d'actif net identifié à la date de prise de participation est porté à l'actif du bilan sous la rubrique « écart d'acquisition ».

Au 31 décembre 2014 le groupe n'a pas d'écart d'acquisition dans ses comptes.

**1.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

**Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles ont été évaluées à leur coût d'acquisition ou d'apport.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les logiciels et les permis de mise en exploitation (de navires).

Le groupe apprécie si la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle est définie ou indéfinie.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication que l'immobilisation incorporelle s'est dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité définie sont réexaminés au moins à la clôture de chaque exercice.

La durée d'amortissement des principales immobilisations incorporelles est :

- Logiciel : 3 ans à 5 ans ;
- Permis de mise en exploitation : 22 ans.

L'utilisation du permis en exploitation comptabilisé dans les comptes a permis au premier thonier de pêcher dans l'Océan Indien. Celui-ci est amorti sur la durée d'utilité du navire.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles (hors navires) sont inscrites à leur coût d'acquisition (où de production interne) diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur.

Les navires au bilan du groupe au 1er janvier 2007 ont fait l'objet d'une évaluation à leur juste valeur à cette date.

Les navires sont décomposés en 4 à 6 composants suivant le type de navires (et activités), y compris l'élément « grosse réparation ».

Chaque composant ayant sa durée d'utilité propre, toutefois le composant le plus significatif « structure » représente de 75 à 85% de la valeur du navire.

Les durées d'utilité des bateaux sont déterminées en fonction de l'utilisation probable que la société fera desdits navires pour poursuivre leur exploitation actuelle, dans un contexte similaire, sous réserve que cette durée ne dépasse pas la durée de vie restante du navire (dans l'activité actuelle).

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession en tenant compte d'une valeur résiduelle et calculés selon le mode linéaire, soit généralement :

- Agencements et aménagements : 10 à 14 ans
- Matériel Bureau & Informatiques : 3 à 5 ans
- Mobilier : 3 à 5 ans
- Matériel de transport : 3 à 5 ans
- Navires: structure : 15 à 25 ans
- Navires: grosse réparation : 5 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et le cas échéant ajustées à chaque clôture. La valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

**Contrat de location financement ou location simple**

Les contrats de location financement immobiliers et mobiliers où le Groupe assume la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué sont comptabilisés au bilan au début de la période de location à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Chaque redevance est partagée entre une dette financière et une charge financière, afin d'obtenir un taux d'intérêt constant. La charge financière est comptabilisée dans le compte de résultat sur la période du contrat. Les constructions, les aménagements et équipements acquis lors d'un contrat de location financement sont amortis sur la période la plus courte entre la durée de vie estimée de l'actif et le contrat de location, sauf dans les cas où il existe une assurance raisonnable que le loueur obtienne la propriété du bien à la fin du contrat de location financement, auquel cas, l'amortissement est alors calculé sur la durée d'utilisation du dit bien.

Dans le cadre de l'acquisition des 3 thoniers senneurs « Franche Terre », « Manapany » et « Bernica » Le Groupe a utilisé un dispositif d'aide fiscale prévu en faveur des investissements productifs réalisés dans les départements d'outremer. Ce dispositif prévoit l'acquisition par des investisseurs privés, via des sociétés de portage, des navires en contrepartie d'avantages fiscaux. La société de portage met les navires en location pendant une durée de 15 ans.

Au terme des 5 premières années du contrat : engagement de la Sapmer de racheter les navires moyennant un prix égal au capital restant dû sur le crédit-vendeur et engagement par les investisseurs de vendre leurs parts dans les sociétés de portage pour 1€ symbolique à la Sapmer. Le double engagement de vente et d'achat implique la classification du contrat de location en contrat de financement car dès la signature des contrats les risques et avantages inhérents à la propriété des navires sont transférés à la Sapmer.

Les apports des investisseurs sont comptabilisés en moins de la valeur brute des immobilisations. La quote-part de subvention est donc enregistrée en moins des dotations de l'année.

Les contrats de location en vertu desquels une partie importante des risques et avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrat de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simples (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charge au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location. Quand un contrat de location simple se termine avant l'expiration de la période de location, les pénalités de sortie sont comptabilisées en charges de la période où le contrat se termine.



**1.6. IMMOBILISATIONS FINANCIERES, PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, augmenté le cas échéant des frais d'acquisition. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence, lorsqu'elle est considérée comme durable. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte de l'un ou plusieurs des éléments suivants : quote-part de capitaux propres, comparables, plus-value potentielle sur éléments du patrimoine, perspectives de rentabilités mesurées à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Le groupe ne disposait pas de valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2014.

**1.7. STOCKS**

Les stocks d'approvisionnement sont valorisés selon la méthode du FIFO (First In First Out), puisque plus sensibles aux variations de prix en particulier pour les stocks d'appâts et de gasoil.

Les stocks de produits pêchés, produits finis et encours de production sont valorisés à partir du coût de production de l'année fiscale conformément à la norme IAS 2.

Une provision pour dépréciation a été constituée :

- chaque fois que la valeur de réalisation ou le cours du jour était inférieur à la valeur d'inventaire, d'une part
- en fonction de la rotation des différentes catégories d'articles, d'autre part.

**1.8. CREANCES**

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

**1.9. IMPOTS DIFFERES ET COURANTS**

Quand la base fiscale est différente de la base comptable, il convient de constater en consolidation un impôt différé actif ou passif.

La base fiscale fait référence aux valeurs inscrites dans les liasses de consolidation et déclarations fiscales individuelles.

La charge d'impôt est ajustée en conséquence de la manière suivante :

- quand le retraitement majore le résultat ou les réserves, il convient de constater un impôt différé passif qui vient en diminution de ce résultat ou ces réserves,
- quand le retraitement minore le résultat ou les réserves, il convient de constater un impôt différé actif qui vient en augmentation de ce résultat ou de ces réserves.

Par ailleurs, la méthode de l'impôt différé fait référence à la notion de décalage temporaire :

- si l'ajustement en consolidation de l'impôt se traduit par une minoration d'impôt sur l'année N, il faudra constater à l'issue du décalage temporaire l'inverse, c'est-à-dire une majoration d'impôt ;
- si l'ajustement en consolidation de l'impôt se traduit par une majoration d'impôt sur l'année N, il faudra constater à l'issue du décalage temporaire l'inverse, c'est-à-dire une minoration d'impôt.

Enfin, afin de ne pas fausser l'image donnée par les comptes consolidés, l'incidence des écritures passées pour la seule application des législations fiscales du pays où se situe l'entreprise consolidée est éliminée.

Le taux d'imposition retenu pour le calcul des impôts différés relatifs aux sociétés françaises du Groupe est, pour l'exercice clos en 2014 de 33,33 %. Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une forte probabilité d'imputation des charges fiscales sur des résultats fiscaux positifs futurs.

Les impôts courants sont déterminés sur la base de taux d'impôts (et des règlementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture dans les pays où le Groupe est présente et génère du résultat imposable.

**1.10. TRESORERIE NETTE**

Pour le bilan, le poste Trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les valeurs mobilières de placement (avec des maturités inférieures à 3 mois ou libérables à tout moment).

Les découverts bancaires figurent au passif courant dans les « emprunts ».

**1.11. CAPITAL**

Les actions ordinaires sont classées en capitaux propres. Les charges externes directement connectées à une émission d'actions nouvelles, autres que pour un rachat, nettes de taxes, viennent en moins de la prime d'émission. Lorsque la société ou ses filiales achètent ses propres actions, le prix payé incluant les coûts afférents nets de taxes est déduit des capitaux propres jusqu'à leur cession. Au moment de leur cession, la plus ou moins-value réalisée est comptabilisée en capitaux propres.

Par une seizième résolution à caractère extraordinaire du 12 mai 2009, l'Assemblée générale mixte :

- a autorisé le conseil d'administration à octroyer, en une ou plusieurs fois, des options de souscription et/ou d'achat d'actions aux membres du personnel salarié et/ou à certains mandataires,
- a délégué au conseil d'administration tous pouvoirs pour fixer les autres conditions et modalités d'attribution des options et leur levée.

Par une réunion du 11 juin 2009, le conseil d'administration a :

- octroyé 52 700 options, donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société à émettre à titre d'augmentation de capital,
- élaboré un plan « Options Sapmer 2009 » dont les principales dates sont les suivantes : première date de levée possible 1er septembre au 30 septembre 2009, date de première cession possible 01 juillet 2013, dernière date de levée possible avant caducité 31 juillet 2015.

En 2014 : 24 500 options ont été levées.

En conséquence, le conseil d'administration du 20 mars 2015 a approuvé l'augmentation de capital et les modifications statutaires corrélatives :

- à 360 375 € prime d'émission comprise,
- par l'émission de 9 500 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0.80 €, au prix de 14.25 €.
- par l'émission de 15 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0.80 € au prix de 15 €.
- soit avec une prime d'émission de 13.45 € pour les levées simples
- soit avec une prime d'émission de 14.20 € pour les levées dirigeant

et pour la porter de 6.355.082 € à 6.695.857 €,



- portant le capital nominal à 2.798.878,40 € pour 3.498.598 actions.

*La Dette nette consolidée correspond au total des emprunts diminué de la trésorerie et des crédits vendeur / compte-courants classés en actifs non courants.*

### 1.12. PROVISIONS REGLEMENTEES

L'incidence des provisions réglementées, notamment les amortissements dérogatoires, a été éliminée.

Le retraitement correspondant a consisté en l'élimination du résultat des sociétés consolidées, des dotations et reprises comptabilisées au cours de l'exercice, et en la réintégration du solde d'ouverture dans le poste « réserves consolidées ».

### 1.13. Dettes financières

Les dettes financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, nettes des coûts de transaction encourus. Elles sont ensuite maintenues à leur coût amorti.

Les dettes financières sont classées en passif courant sauf si le Groupe a un droit inconditionnel de différer le remboursement sur une période supérieure à 12 mois après la date de clôture annuelle.

La Société et ses filiales ont contracté divers emprunts et lignes de crédit. Ces emprunts et lignes de crédit sont garantis par des sûretés sur les actifs financés et/ou par des ratios financiers, déterminés au niveau local ou consolidé.

Un emprunt de 17M€ a été contracté en 2012, les conventions suivants ont été définis :

- le ratio Dette nette consolidée sur les Capitaux Propres consolidés doit être inférieur à 2 jusqu'à fin 2014 puis 1,5 jusqu'à la fin du crédit ;
- le ratio Dette nette consolidée sur l'EBITDA consolidé doit être inférieur à 4,5 sur 2012, 3,5 sur 2013 et inférieur à 3 par la suite.

*Le non-respect d'un ou de ces deux ratios n'entraînent pas d'exigibilité anticipée.*

Un emprunt de 13M€ a été contracté en 2012, les conventions suivants ont été définis :

- le ratio Dette nette consolidée sur les Capitaux Propres consolidés doit être inférieur à 2,3 jusqu'à fin 2012, 2 sur 2013 puis 1,5 jusqu'à la fin du crédit ;
- le ratio Dette nette consolidée sur le résultat opérationnel augmenté des dotations aux amortissements et provisions consolidé doit être inférieur à 4,5 sur 2012, 3,5 sur 2013 et inférieur à 3 par la suite.

*Le non-respect d'un ou de ces deux ratios à la clôture de l'exercice N peut entraîner une « mise en défaut » de la société si les ratios ne sont pas respectés dans les comptes clos de l'exercice N+1.*

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

A noter dans le contexte économique actuel que la Société n'a pas atteint ses objectifs sur les ratios « Gearing (Dettes nettes sur Capitaux propres) » et « Leverage (Dettes nettes sur EBITDA) ». Selon IAS 1, cette rupture de covenant a entraîné la déclassification de 11.2 M€ en passif courant.

Le ratio de Dette nette consolidée sur les Capitaux Propres représente :

En milliers d'€	2014	2013
Dette nette consolidée (Note 3.6)	81 710	83 857
Capitaux propres	39 514	50 297
Ratio d'endettement	2.07	1,67

### 1.14. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges se rapportent principalement à des provisions pour litiges et autres risques.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. La Direction base ses jugements sur les circonstances relatives à chaque événement et compte tenu des informations disponibles. Cependant, étant donné les difficultés à estimer certains engagements dans ces domaines (notamment sociaux, environnementaux et commerciaux), on ne saurait exclure que les coûts dépasseront finalement les montants provisionnés.

### 1.15. AVANTAGE AU PERSONNEL

#### Engagement de retraite

Les obligations des sociétés du Groupe liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31 décembre 2014 selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière. Les paramètres retenus tiennent compte :

- d'une hypothèse d'âge de départ à la retraite,
- d'un taux prévisionnel de progression annuelle des salaires,
- de l'ancienneté du personnel,
- de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite, dans chacun des pays concernés,
- et d'un taux d'actualisation correspondant à la rentabilité des placements à long terme.

#### Plans d'options de souscription

Le Groupe attribue des options de souscription. La juste valeur des services fournis par les salariés en échange de la décote sur l'option est comptabilisée en charge sur la période d'acquisition des droits en contrepartie d'un compte de capitaux propres. Les produits reçus nets des coûts de transactions sont crédités au capital (valeur nominale) et autres réserves quand les options sont exercées.

#### Participation/ intéressement et primes attribuées aux salariés

Le Groupe reconnaît une dette et une charge de personnel pour primes/ intéressement et participation suivant des formules de calculs tenant compte du résultat des sociétés concernées. Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il y a une obligation contractuelle ou si, du fait d'une pratique passée, il existe une obligation implicite.

### 1.16. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES ET COMPTABILITE DE COUVERTURE

Le groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des swaps de taux d'intérêt pour se couvrir des risques associés aux fluctuations des taux d'intérêts. Ces instruments financiers sont évalués en fonction du marché (« Mark to Market ») à chaque arrêté comptable, à leur juste valeur.

La valeur de marché, comptabilisée dans les comptes consolidés au 31 décembre, est une indication instantanée calculée à partir des anticipations sur l'évolution future des marchés et est en conséquence susceptible d'évoluer, favorablement ou défavorablement, en fonction des mouvements des marchés.



Les instruments dérivés sont comptabilisés en tant qu'actifs lorsque la juste valeur est positive et en tant que passifs lorsque la juste valeur est négative.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées :

- soit de couvertures de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, ou d'un engagement ferme ;
- soit de couvertures de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui est attribuable soit à un risque particulier associé à un actif ou un passif comptabilisé, soit à une transaction future hautement probable ou au risque de change sur un engagement ferme (excepté le risque de change) .

La part « efficace » de l'instrument financier dérivé est enregistrée dans les capitaux propres, la part « non efficace » en résultat.

#### 1.17. MODALITES DE CALCUL DU RESULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net par action (dilué) est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice ajusté de l'impact de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires. Le Groupe dispose des catégories d'instruments dilutifs suivantes : des options de souscription d'actions.

#### 1.18. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIFS

##### Jugements

Lors de l'application des méthodes comptables du Groupe décrites ci-dessus, la Direction a réalisé les jugements suivants qui ont un impact significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers (à l'exclusion de ceux impliquant des estimations. Lesquels sont présentés dans les paragraphes ci-dessous).

##### *Provision pour autres passifs*

La Direction base ses jugements sur les circonstances relatives à chaque événement et compte tenu des informations disponibles. Cependant, étant donné les difficultés à estimer certains engagements dans ces domaines (notamment sociaux, environnementaux et commerciaux), on ne saurait exclure que les coûts dépasseront finalement les montants provisionnés.

##### Utilisation d'estimations

Le Groupe fait des estimations et des hypothèses relatives à l'avenir. Les estimations et les hypothèses qui présentent un risque d'entraîner un ajustement de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours des exercices suivants sont :

- La détermination de la juste valeur des instruments financiers (couvertures de taux d'intérêts) ;

- Les impôts différés.

Le contexte actuel de crise économique rend l'appréhension des perspectives économiques et financières plus complexe. C'est dans

ce contexte de crise que le groupe a réalisé ses estimations et appréciations en toute rigueur et au mieux de sa connaissance.

##### Continuité d'exploitation

Du fait des opérations de financement conclues avec succès et des mesures mises en œuvre pour suivre et contrôler les variations de besoins en fond de roulement et malgré le montant significatif de dette additionnelle nécessaire pour financer les investissements au cours de ces dernières années, le groupe a su maîtriser sa position à court terme en termes de liquidité. Selon ses attentes, en tenant compte de changements raisonnablement possible dans sa performance opérationnelle, le Groupe serait capable d'assurer la continuité de son exploitation avec son niveau d'endettement actuelle. Apres examen, la Direction estime actuellement raisonnable de considérer que le Groupe a les ressources adéquates pour poursuivre son exploitation dans une future proche. Par conséquence, le Groupe continue de préparer ses états financiers consolidés sur une base de continuité d'exploitation.

#### 1.19. INFORMATION SECTORIELLE

La présentation sectorielle est fondée sur les systèmes de reporting internes du Groupe et est organisée en deux segments :

- L'activité « **Pêcherie** » qui comprend les ventes de langoustes et autres poissons pêchés par le chalutier caseyeur, légines et autres poissons pêchés par les palangriers, et thons bruts (thons pêchés et non valorisés),
- L'activité « **Valorisation** » qui comprend les ventes de thons transformés (thons pêchés et processés en longues, steaks,...).

#### 1.20. ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE

Conformément aux dispositions d'IFRS 5, les actifs non courants (ou groupe d'actifs), et les passifs y afférent, sont classés comme "détenus en vue de la vente" lorsque leur valeur comptable sera principalement recouverte par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue. Ce classement implique que les actifs (ou le groupe d'actifs) destinés à être cédés soient disponibles en vue de leur vente immédiate, en leur état actuel, et que la vente soit hautement probable.

Le caractère hautement probable de la vente est apprécié en fonction des critères suivants : la direction s'est engagée dans un plan de cession des actifs (ou du groupe d'actifs) et un programme pour trouver un acheteur et finaliser le plan a été lancé. De plus, les actifs doivent être activement commercialisés en vue de la vente à un prix raisonnable par rapport à sa juste valeur. La vente des actifs (ou du groupe d'actifs) est supposée intervenir dans le délai d'un an à compter de sa classification en actifs détenus en vue de la vente.

Les actifs non courants (ou groupe d'actifs) destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente sont évalués à la valeur comptable antérieure des actifs ou à leur juste valeur minorée des coûts de cession si celle-ci est inférieure.

## 2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### 2.1. PRODUCTION

Le chiffre d'affaires comprend la vente des produits pêchés et transformés et les prestations de stockage pour le compte de tiers.

En milliers d'€	2014	2013	Variation en %
Activité pêche	65 576	73 915	-11,28%
Valorisation	22 060	17 645	25,02%
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>87 636</b>	<b>91 560</b>	<b>-4,29%</b>

En milliers d'€	2014	2013	Variation en %
Japon	17 755	17 055	4,10%
Asie	32 690	32 367	1,00%
Réunion & Maurice	8 864	13 377	-33,74%
Amérique du Nord	7 424	5 359	38,53%
Métropole et CEE	16 022	10 371	54,49%
Autres	4 881	13 031	-62,54%
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>87 636</b>	<b>91 560</b>	<b>-4,29%</b>

Les autres produits de l'activité comprennent :

- les prestations de gestion des navires, les remboursements d'assurance et autres produits divers.

### 2.2. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

En milliers d'€	2014	2013	Variation en %
Transport sur vente	4 096	2 980	37,45%
Locations	2 127	2 649	-19,71%
Primes d'assurance	1 326	1 596	-16,92%
Autres charges d'exploitation	12 449	8 554	45,54%
Déplacements et missions	2 197	2 233	-1,61%
Variation des provisions d'exploitation		478	-100,00%
<b>Total Autres achats et charges externes</b>	<b>22 195</b>	<b>18 491</b>	<b>20,03%</b>

### 2.3. CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIF

Effectif	2014	2013	Variation en %
Officiers	109	102	6,86%
Matelots	341	340	0,29%
<b>Total Mer</b>	<b>450</b>	<b>442</b>	<b>1,81%</b>
Cadres et assimilés	14	13	7,69%
Employés	26	26	0,00%
Ouvriers	24	26	-7,69%
<b>Total Terre</b>	<b>64</b>	<b>65</b>	<b>-1,54%</b>
<b>Total effectifs</b>	<b>514</b>	<b>507</b>	<b>1,38%</b>

En milliers d'€	2014	2013	Variation en %
Salaires bruts	17 931	18 159	-1,25%
Intérimaires	2 826	2 572	9,88%
Charges non décaissables liées aux options de souscription	0	0	
Charges sociales et autres charges de personnel	2 570	2 516	2,16%
<b>Charges de personnel</b>	<b>23 328</b>	<b>23 248</b>	<b>0,34%</b>

#### Charges non décaissables liées aux options de souscription

L'assemblée générale des actionnaires du 12 mai 2009 a autorisé le conseil d'administration dans sa seizième résolution à consentir en une ou plusieurs fois des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la société à émettre à titre d'augmentation de capital ou à l'achat d'actions existantes de la société provenant de rachats effectués dans les conditions prévues par la loi, au profit des salariés ou certains d'entre eux, ou certaines catégories de personnel.

Le prix d'exercice des options octroyées est égal au prix du marché à la date d'octroi des options. Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou régler les options en numéraire. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées pendant la période est déterminée à l'aide du modèle d'évaluation de Black-Scholes.



	Date d'attribution définitive	Nombre d'options de souscription	Durée moyenne des options	Prix moyen des options de souscription	Juste valeur des options
Plan 12-05-2009	01/09/2009	10 180	5,5	14,25	2,63
Plan 12-05-2009	30/06/2010	7 635	4,5	14,25	5,23
Plan 12-05-2009	30/06/2011	12 725	3,5	14,25	7,03
Plan 12-05-2009	30/06/2012	12 725	2,5	14,25	8,32
Plan 12-05-2009	30/06/2013	7 635	1,5	14,25	9,31

L'évolution du nombre d'options est la suivante :

nombre d'options	2014	2013
A l'ouverture	42 600	43 265
Options accordées (*)	0	7 635
Options exercées	-24500	-6800
Options expirées	0	-1500
A la clôture	18 100	42 600

#### 2.4. RESULTAT FINANCIER

En milliers d'€	2014	2013	Variation en %
Produits des placements financiers	100	2	5000,00%
Charges d'intérêts	-5 358	-5 581	-3,99%
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>-5 258</b>	<b>-5 579</b>	<b>-5,75%</b>
Variation des provisions financières	0	0	
Autres charges et produits financiers	-124	665	-118,62%
Résultat de change	494	-243	303,47%
<b>Résultat financier</b>	<b>-4 888</b>	<b>-5 158</b>	<b>-5,24%</b>

#### 2.5. RATIONALISATION DE LA CHARGE D'IMPOT

En milliers d'€	2014	2013
Courants	21	76
Différés (Note 3.15)	1 327	1 638
<b>Total</b>	<b>1 348</b>	<b>1 713</b>

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES





Les différences constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France, retenu pour l'établissement des comptes consolidés, et le taux effectif constaté sur l'exercice sont les suivantes :

En milliers d'€	2014	2013
Résultat consolidé avant impôts	-10 540	5 826
Charges fiscales théoriques (33,33%)	-3 513	1 942
Impact sur l'impôt	0	
Incidences des différences permanentes	375	0
Incidences des différences temporaires	0	0
Incidence de situations fiscales particulières	-48	0
Incidence des différences de taux d'imposition [E]		0
Autres	4 493	-229
Charge d'impôt inscrite au compte de résultat ensemble des activités	1 348	1 713
Impact de l'activité cédée sur l'impôt différé	0	0
Charge d'impôt inscrite au compte de résultat activités poursuivies	1 348	1 713

## 2.6. REPARTITION DU RESULTAT OPERATIONNEL PAR SECTEUR D'ACTIVITE

En milliers d'€	2014	2013	Variation en %
Activité pêcheurie	4 941	12 431	-60,25%
Valorisation	-10 593	-1 314	706,16%
<b>Résultat opérationnel avant changement de périmètre</b>	<b>-5 652</b>	<b>11 117</b>	<b>-150,84%</b>
Résultat opérationnel des activités cédées	0	187	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-5 652</b>	<b>10 930</b>	<b>-151,71%</b>

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



### 3. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU TABLEAU DES FLUX

#### 3.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En milliers d'€	Immobilisations en cours	Terrains et Constructions	Navires et révisions	Autres immobilisations corporelles	Total
<b>Au 31 décembre 2013</b>					
Valeur nette à l'ouverture	33	944	133 111	1 648	135 736
Différences de change	-13	1	12	-162	-162
Actifs non courants détenus en vue de la vente	1 267	185	0	60	1 512
Variation de périmètre		-1 211		-3 286	-4 497
Acquisitions / mise en service	-991	1 092	3 396	2 215	5 712
Cessions	0	-19	-118	-9	-146
Apport des défiscaliseurs	0	0	1 999		1 999
Dépréciations / Amortissements	0	-308	-8 035	-262	-8 605
<b>Valeur nette à la clôture</b>	<b>296</b>	<b>685</b>	<b>130 365</b>	<b>205</b>	<b>131 550</b>
Valeur brute	296	3 057	188 489	823	192 665
Apport des défiscaliseurs	0	0	-22 520	0	-22 520
Dépréciation cumulée	0	-2 372	-35 604	-618	-38 605
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2013</b>	<b>296</b>	<b>685</b>	<b>130 365</b>	<b>205</b>	<b>131 550</b>
<b>Au 31 décembre 2014</b>					
Valeur nette à l'ouverture	296	685	130 365	205	131 551
Différences de change					0
Actifs non courants détenus en vue de la vente					0
Variation de périmètre					0
Acquisitions / mise en service	273	7	1 609	64	1 953
Cessions / Diminution	-290	0	-257	-16	-563
Apport des défiscaliseurs		0	1 999		1 999
Dépréciations / Amortissements		-241	-8 387	-106	-8 734
<b>Valeur nette à la clôture</b>	<b>279</b>	<b>451</b>	<b>125 329</b>	<b>150</b>	<b>126 203</b>
Valeur brute	279	3 064	189 841	871	194 055
Apport des défiscaliseurs			-20 521		-20 521
Dépréciation cumulée		-2 613	-43 991	-724	-47 328
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2014</b>	<b>279</b>	<b>450</b>	<b>125 329</b>	<b>150</b>	<b>126 203</b>

Les biens acquis inclus ci-dessus par le biais de contrats de location financement sont de :

En milliers d'€	2014	2013
Valeur brute	92 273	92 273
Apport des défiscaliseurs	-20 521	-22 520
Dépréciation cumulée	-16 350	-12 853
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>55 402</b>	<b>56 900</b>

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

### 3.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En milliers d'€	Permis de mise en exploitation	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>Au 31 décembre 2013</b>			
Valeur nette à l'ouverture	1 470	786	2 257
Différences de change	0	81	81
Changement de périmètre	0	-319	-319
Acquisitions ou transfert	0	575	575
Cessions	0	0	0
Dépréciations / Amortissements	-88	-241	-329
<b>Valeur nette à la clôture</b>	<b>1 382</b>	<b>882</b>	<b>2 265</b>
Valeur brute	2 000	1 297	3 297
Amortissement cumulé	-623	-408	-1 031
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2013</b>	<b>1 377</b>	<b>888</b>	<b>2 265</b>
<b>Au 31 décembre 2014</b>			
Valeur nette à l'ouverture	1 377	888	2 265
Différences de change			0
Variation de périmètre			0
Acquisitions ou transfert		87	87
Cessions			0
Dépréciations / Amortissements	-88	-236	-324
<b>Valeur nette à la clôture</b>	<b>1 289</b>	<b>739</b>	<b>2 029</b>
Valeur brute	2 000	1 199	3 199
Amortissement cumulé	-711	-459	-1 170
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2014</b>	<b>1 289</b>	<b>739</b>	<b>2 029</b>

### 3.3. STOCKS

En milliers d'€	2014	2013	Variation en %
Matière Première et autres approvisionnements	5 805	5 378	7,95%
Produits Intermédiaires et Finis	10 494	11 185	-6,18%
Moins : provision pour dépréciation	-1 249	-512	143,95%
<b>Total</b>	<b>15 049</b>	<b>16 051</b>	<b>-6,24%</b>

Evolutions des provisions pour dépréciation – en milliers d'€	2014	2013
Valeur à l'ouverture	512	43
Ecart de conversion	0	0
Augmentation	1 324	526
Diminution	-587	-56
<b>Valeur à la clôture</b>	<b>1 249</b>	<b>512</b>

Dépréciation pratiquée au regard des prix de vente du 4ème trimestre 2014.

### 3.4. CREANCES CLIENTS

En milliers d'€	2014	2013	Variation en %
Créances clients brutes	17 843	15 487	15,21%
Moins : provision pour dépréciation	-260	-5	4745,38%
<b>Total</b>	<b>17 583</b>	<b>15 482</b>	<b>13,57%</b>

L'ensemble des créances clients est dû à moins d'un an.

### 3.5. AUTRES CREANCES

En milliers d'€	2014	2013
Avances et acomptes versés	503	389
Charges constatées d'avance	1 769	935
Autres créances d'exploitation	2 423	1 051
Moins : provision pour dépréciation	0	0
<b>Total</b>	<b>4 696</b>	<b>2 375</b>

### 3.6. DISPONIBILITES/ TRESORERIE ET DETTE NETTE

En milliers d'€	2014	2013
Valeurs mobilières de placement	0	0
Soldes bancaires	1 969	3 953
<b>Disponibilités</b>	<b>1 969</b>	<b>3 953</b>
Découverts bancaires	-454	-14
<b>Total trésorerie</b>	<b>1 515</b>	<b>3 939</b>

En milliers d'€	2014	2013
Dettes financières	87 798	91 878
Actif non courant	-4 119	-4 069
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-1 969	-3 953
<b>Dettes nettes</b>	<b>81 710</b>	<b>83 857</b>

Les dettes sur cessions de filiales sont des crédits vendeurs sur plusieurs années. Leur rémunération étant à un taux proche du marché, il n'est pas nécessaire d'effectuer de retraitement (IAS 18).

### 3.7. DETTES FINANCIERES

Variation des dettes financières au cours de l'exercice :

Variation des dettes financières au cours de l'exercice	2014	2013
A l'ouverture	91 864	98 537
Différences de change		37
Intérêts courus non échus	-42	-75
Variation dettes sur participation	-67	537
Variation de périmètre		-2 882
Nouveaux emprunts	2 000	4 688
Remboursement d'emprunts	-6 411	-8 978
<b>A la clôture</b>	<b>87 344</b>	<b>91 864</b>
Découverts bancaires	454	14
<b>Total des dettes financières</b>	<b>87 798</b>	<b>91 878</b>

La répartition des emprunts par type de taux et de devises :

En milliers d'€	2014	2013
<b>Emprunts par type de taux</b>		
Taux fixe	28 561	30 474
Taux variable	56 901	59 398
<b>Avant gestion de la dette</b>	<b>85 462</b>	<b>89 872</b>
Taux fixe	83 462	89 872
Taux variable	2 000	0
<b>Après gestion de la dette</b>	<b>85 462</b>	<b>89 872</b>
<b>Emprunts par type de devises</b>		
Euros	85 462	89 872
Autres devises	0	0
<b>Emprunts bancaire par devise</b>	<b>85 462</b>	<b>89 872</b>

### 3.8. AUTRES DETTES D'EXPLOITATION

En milliers d'€	2014	2013
Dettes sociales et fiscales	5 565	4 884
Autres apports financiers		0
Fournisseurs d'immobilisations		0
Produits constatés d'avance		0
Autres dettes d'exploitation	8 356	868
<b>Total</b>	<b>13 921</b>	<b>5 752</b>

### 3.9. ETAT DES ECHEANCES DES EMPRUNTS ET DETTES

Analyse des passifs financiers et les instruments financiers dérivés	Part à moins d'1 an	Part à plus d'1 an et moins de 5 ans	Part à plus de 5 ans	Total dettes
<b>En milliers d'€</b>				
<b>Au 31 décembre 2014</b>				
Emprunts bancaires	19 785	22 419	43 258	85 462
Dettes sur participation		972		972
Intérêts courus non échus	910			910
Découverts bancaires	454			454
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>21 149</b>	<b>23 391</b>	<b>43 258</b>	<b>87 798</b>
Autres apports financiers				0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 753			14 753
Avances et acomptes reçus	81			81
Dettes fiscales, sociales	5 484			5 484
Autres dettes	8 356			8 356
Produits constatés d'avance	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>49 823</b>	<b>23 391</b>	<b>43 258</b>	<b>116 472</b>
<b>Au 31 décembre 2013</b>				
Emprunts bancaires	6 409	26 272	57 191	89 872
Dettes sur participation	0	1 039	0	1 039
Intérêts courus non échus	952		0	952
Découverts bancaires	14	0	0	14
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>7 375</b>	<b>27 311</b>	<b>57 191</b>	<b>91 877</b>
Autres apports financiers	0	0	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 694	0	0	13 694
Avances et acomptes reçus	0	0	0	0
Dettes fiscales, sociales	4 884	0	0	4 884
Autres dettes	868	0	0	868
Produits constatés d'avance	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>26 821</b>	<b>27 311</b>	<b>57 191</b>	<b>111 323</b>

Par courrier du 13 mars 2015, l'AFD a accepté les ratios présentés pour 2013 et 2014 et n'a pas mis en jeu la clause d'exigibilité. L'AFD a également accordé à SAPMER pour 2015 la modification du ratio dette nette consolidée sur les capitaux propres inférieur à 1.8 et du ratio dette nette consolidée sur l'EBITDA consolidé inférieur à 5.5. Toutefois, pour être en totale conformité avec IAS 1, nous avons, au 31 décembre 2014, reclassé l'emprunt AFD en passif courant d'un montant de 11.2ME.

### 3.10. PROVISION POUR ENGAGEMENT DE RETRAITE

Les mouvements de la provision pour engagement de retraite sont les suivants :

En milliers d'€	2014	2013
A l'ouverture	1 422	1 151
Coût des services rendus	245	126
Coût financier	45	36
Pertes et Gains actuariels	210	109
Reprise de provision	0	0
Contributions payées	0	0
<b>A la clôture</b>	<b>1 922</b>	<b>1 422</b>

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les principales hypothèses utilisées pour le calcul des engagements sur les principales sociétés sont :

- un taux d'actualisation Taux iBoxx € Corporates AA 10+ plus un marge soit un taux de 1.49 % (3,17% en 2013)
- un taux de mortalité basés sur des statistiques officielles (Insee).

Le Groupe ne couvre pas l'engagement de retraite par des versements à un fonds. Il n'y a donc pas de taux de rendement des actifs correspondants.

### 3.11. PROVISIONS POUR AUTRES PASSIFS

En milliers d'€	Provisions pour amendes et pénalités	Provisions pour litiges	Total
Au 1/1/2013	75	96	171
Différences de change	0	0	0
Changement de périmètre/ Reclassement	0	0	0
Dotations aux provisions	0	3	3
Reprises (provision utilisée)	0	0	0
Reprises (provision non utilisée)	0	0	0
<b>Au 31/12/2013</b>	<b>75</b>	<b>99</b>	<b>174</b>
Au 1/1/2014	75	99	174
Différences de change	0	0	0
Changement de périmètre/ Reclassement	0	0	0
Dotations aux provisions	0	213	213
Reprises (provision utilisée)	0	0	0
Reprises (provision non utilisée)	0	0	0
<b>Au 31/12/2014</b>	<b>75</b>	<b>312</b>	<b>387</b>

Les provisions pour risques et charges se rapportent principalement à des provisions pour litiges.

### 3.12. IMPOT DIFFERE

Les impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles selon la méthode du report variable en utilisant un taux principal de 33,33%.

Les mouvements sur le compte « impôts différés » sont décrits ci-dessous :

En milliers d'€	2014	2013
A l'ouverture	-6 725	-4 120
Différences de change		0
Engagement de retraite	70	0
Impôts différés sur Instruments financiers (Etat du Résultat global)	-792	-967
Produit/ charge (Note 2.5)	-1 327	-1 638
<b>A la clôture</b>	<b>-8 774</b>	<b>-6 725</b>

Le tableau ci-dessous indique les montants après compensation, le cas échéant, dans le bilan consolidé :

En milliers d'€	2014	2013
Impôts différés Actif	0	0
Impôts différés Passif	-8 774	-6 725
<b>Total</b>	<b>-8 774</b>	<b>-6 725</b>

Les impôts différés actifs et passifs sont compensés entre les entités françaises dans les états financiers du Groupe car les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et les sociétés sont intégrées fiscalement.

Les impôts différés actifs ayant pour origine les déficits fiscaux sont reconnus seulement pour la partie d'impôts différés imputable sur des bénéfices futurs probables. La ventilation des impôts différés est la suivante :

En milliers d'€	2014	2013
Elimination des marges en stocks	0	57
Activation du crédit bail	-4 318	-3 398
Annulation des provisions réglementées	-2 556	-2 202
Retraitements de consolidation sociaux - ifrs	-4 398	-4 762
Provision pour indemnités de fin de carrière	641	474
Instruments financiers dérivés	1 800	2 552
Impact des décalages fiscaux	57	64
Déficits reportables activés	0	502
Autres	0	-12
<b>Total</b>	<b>-8 774</b>	<b>-6 725</b>

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

## 4. AUTRES INFORMATIONS

### 4.1. Obligations contractuelles et autres engagements commerciaux

#### Engagements financiers donnés sur emprunts

En milliers d'€	2014	2013
Hypothèques maritimes	1 723	1 723
Cautions simplement hypothécaires	62 287	62 287
Hypothèques maritimes et ratios financiers	33 900	33 900
<b>Total</b>	<b>97 910</b>	<b>97 910</b>

Dans le cadre de certains financements, le Groupe a consenti une hypothèque au profit des établissements prêteurs concernés pour garantir le remboursement desdits prêts. Au 31 décembre 2014, bien que le montant total d'hypothèques enregistré auprès des administrations concernées soit indiqué ci-dessus, le montant total pouvant être appelé est limité au capital et les intérêts restant effectivement dû par le groupe, au titre des prêts garantis par ces hypothèques

#### Emprunts bancaires soumis à des ratios financiers

Voir note 1.13

#### Engagements financiers

En milliers d'€	2014	2013
Engagements donnés (avals, cautions)	75	75
Engagements réciproques (rachat du navire et/ou parts des sociétés de portage) à l'issu de la période de défiscalisation	41 524	41 524
Engagements donnés - Caution Sapmer SA sur emprunt TPSIO	2 250	2 250
Engagements reçus - ligne de crédit	3 500	3 500

#### Fondations des mers australes

Dans le cadre de la création de la « Fondation des mers australes » le Groupe SAPMER a versé 175 K€ sur une durée de 5 ans. Ce montant est cautionné par une banque.

#### Réunion Ecoex SAS

Le Groupe SAPMER, à la création de la SAS Réunion Ecoex, a participé à hauteur de 140 k€ au capital de cette SAS dont l'objet social est la recherche et développement dans le domaine de l'éco-extraction.

#### Autres obligations contractuelles

Les autres obligations contractuelles et engagements commerciaux significatifs, non inclus dans le bilan, sont les suivants au 31 décembre 2014 :

en milliers d'€	Total	- de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
<b>Autres obligations contractuelles</b>				
Contrats de location simple *	10 260	2 652	7 608	0
- Bâtiments	10 260	2 652	7 608	0
Païement des intérêts sur emprunts	12 491	1 737	5 801	4 953
Autres obligations à long terme	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>22 751</b>	<b>4 389</b>	<b>13 409</b>	<b>4 953</b>

\* Les contrats de location simple correspondent à la somme actualisée des paiements minimum des engagements de loyers non résiliables.

#### Autres engagements :

A la connaissance du Groupe, aucun autre engagement hors bilan significatif n'existe à la clôture de l'exercice.

### 4.2. Résultat net par action

	2014	2013
Résultat net	-11 887	4 113
<b>Actions Existantes</b>		
Moyenne pondérée d'actions ordinaires	3 498 598	3 474 098
Résultat net par action (en €)	-3,40	1,18
<b>Dilué</b>		
Moyenne pondérée d'actions ordinaires	3 516 698	3 516 698
Résultat net par action (en €)	-3,38	1,17

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

### 4.3. Evénements post-clôture

Une renégociation des termes du contrat d'emprunt conclu avec l'AFD a permis, en date du 13 mars 2015, d'obtenir l'accord de cet organisme sur les points suivants :

- . acceptation des ratios financiers présentés à la clôture des exercices 2013 et 2014,



- modification pour 2015 du ratio "Dettes nettes consolidées / Capitaux propres" fixé à un niveau inférieur à 1,8, et du ratio "Dettes nettes consolidées / EBITDA consolidé" fixé à un niveau inférieur à 5,5.

Cela permettra le reclassement de la dette AFD en "Passifs financiers non courants" à plus d'un an d'échéance lors du prochain arrêté comptable ; l'impact se traduira par un accroissement des "Dettes à plus d'un an" et à une réduction des "Dettes à moins d'un an" pour un montant 11,2 M€.

Il n'y a pas d'autre événement particulier qui pourrait impacter de façon significative les comptes clos au 31 décembre 2014, ou influencer leur lecture.

**4.4. Opérations entre parties liées**

Le Groupe est contrôlé par la société SAPMER HOLDING PTE. LTD elle-même détenue à plus de 90% par Jaccar Holdings SA. SAPMER HOLDING PTE. LTD détient au 31 décembre 2014, 89,21 % des actions de la société SAPMER SA.

Les opérations entre la Société et ses filiales, lesquelles sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas déclarées dans cette note.

Les transactions avec des sociétés détenant des actions SAPMER SA comme SAPMER HOLDING PTE. LTD, les filiales mauriciennes de SAPMER HOLDING ou des sociétés dont certains membres de la direction détiennent une influence significative, sont les suivantes :

En milliers d'€	2014	2013
<b>Compte de résultat</b>		
Prestations de services de support facturés par SAPMER SA		291
Autres produits	102	1 197
Produits financiers	61	0
Approvisionnements	-205	0
Loyers	-19	-21
Prestations de services de support facturés par des parties liées	-6 730	-696
Charges financières	-30	0
<b>Bilan</b>		
Acompte sur immobilisation pour la construction de bateaux	0	0
Créances clients dues par des parties liées	251	1 020
Comptes courants due par des parties liées	6 273	4 102
Dettes fournisseurs dues à des parties liées	753	0
Comptes courants due à des parties liées	7 117	0

**4.5 Rémunération des membres des organes de direction**

La rémunération des principaux dirigeants au cours des exercices se décompose comme suit :

En milliers d'€	2014	2013
Les avantages du personnel à court terme	360	520
Les avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Les paiements fondés sur des actions	0	0
<b>Rémunérations versées</b>	<b>360</b>	<b>520</b>

Les dirigeants sont les membres du Comité Opérationnel qui compte 2 membres.

**4.6 Honoraires des commissaires aux comptes**

Les honoraires des Commissaires aux comptes se ventilent comme suit:

En milliers d'€	2014	2013
Euraudit, Cabinet Rousseau Consultants - 69 Lyon	37	77
HDM Conseil et Audit - 97 Sainte Clotilde - La Réunion	47	42
<b>Total</b>	<b>84</b>	<b>119</b>

**5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION**

**5.1 Périmètre de consolidation**

La liste des sociétés appartenant au périmètre de consolidation est donnée dans le tableau ci-après :

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES





Sociétés	Localisation	% de capital détenu	Méthode de consolidation
SAPMER SA (*)	La Réunion	Mère	intégration globale
LES ARMEMENTS REUNIONNAIS SAS (*)	La Réunion	100%	intégration globale
ARMAS PÊCHE SAS (via SOPARMA) (*)	La Réunion	100%	intégration globale
SOPARMA SAS (*)	La Réunion	100%	intégration globale
ARMEMENT SAPMER DISTRIBUTION SARL (*)	La Réunion	99,6%	intégration globale

\* Sociétés intégrées fiscalement

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES